



FLASH INFO

CSE PNC

<http://www.unac.asso.fr/informations-adherent/>

27 février 2020 #279



Droit d'Alerte pour Danger Grave et Imminent lié au Risque Coronavirus

Conformément à ses prérogatives, n'en déplaise à certains représentants du personnel mal informés, l'ensemble des élus du CSE (tous syndicats confondus sauf le SNGAF qui n'avait aucun représentant sur ce CSE) ont voté un Droit d'alerte pour danger grave et imminent sur les mesures de prévention des risques liés au COVID19 (CORONAVIRUS) :

Les Élus des CSSCT et du CSE ont constaté qu'un risque d'infection causée par le coronavirus (Covid-19) a été détecté à Wuhan au mois de décembre 2019. Aujourd'hui, des milliers de cas ont été diagnostiqués et des centaines de décès sont à déplorer.

Des cas ont été confirmés dans différentes régions du monde et aujourd'hui celui-ci est bien présent en Europe.

Le risque de contamination interhumain est avéré : nous faisons face désormais à une épidémie mondiale.

À l'heure actuelle, aucun traitement spécifique ou vaccin n'est disponible pour ce nouveau virus. Dans le cadre de leur travail, les salariés peuvent être en contact direct avec des passagers porteurs du virus, que ce soit au sol, en vol ou en découcher.






Dans la mesure où les symptômes peuvent se déclarer 14 jours après la contamination, les salariés pourront au cours de leur travail ou de leur vie personnelle, contaminer leur famille, leurs collègues, nos clients.

Aujourd'hui, les **Élus des 3 CSSCT** considèrent que les **mesures** nécessaires de **prévention** mises en place par l'employeur sont **insuffisantes pour garantir la sécurité et protéger la santé des salariées et des salariés.**

Par conséquent, les **Élus du CSE** - suite à la préconisation des 3 CSSCT HOP! - cosignent un **Droit d'Alerte pour Danger Grave et Imminent lié au Coronavirus (Covid-19).**



Ainsi, les Élus du CSE demandent à la Direction de :

-  **Présenter** aux **Élus** du **CSE** et des **CSSCT** un **plan d'actions des mesures nécessaires** prévues pour assurer la **sécurité** et protéger la **santé physique et mentale des travailleurs**
-  **Communiquer** avec l'**ensemble des salariés** afin d'**alerter** et de **sensibiliser des risques et dangers** liés au **coronavirus**
-  **Inform**er l'**ensemble des salariés** de leur **droit de retrait** lorsqu'ils ont un motif raisonnable de penser que la situation présente un **danger grave et imminent pour leur vie**
-  Une **procédure claire** et définie en cas de **suspicion de contamination** ou d'un **risque de contamination**
-  **Mettre à disposition des salariés** les moyens de **protections individuelles** et **collectives** nécessaires

Le CSE donne mandat à Madame **Delphine AUBIN**, Monsieur **Jean-Philippe ROCAUT** et Monsieur **Mathieu TEKLA** (3 **Élus aux CSE** et **Coordinateurs des CSSCT HOP!**) pour réaliser l'enquête commune immédiate.

Le CSE donne mandat à Monsieur **Joël RONDEL (Secrétaire du CSE)** pour prendre en son nom et place **toute disposition d'ordre administratif** relative à l'**exécution** de cette **procédure**.
Nous vous précisons par ailleurs que l'Inspection du Travail et l'agent de la Caisse d'Assurance Maladie sont informées.

Votant :

Pour : 28 ; Contre : 0 ; Abstention : 0

Sachez que **les PN qui ne souhaitent pas partir sur les rotations italiennes ne subiront pas de perte de salaire.**

En revanche vous ne pouvez pas dans ce cadre faire valoir un droit d'alerte tel qu'expliqué sur d'autres supports. Le **droit d'alerte** est un **droit régit par le code du travail art L4131-1. qui doit être inscrit au registre des droits d'alerte** et ne peut en aucun cas être considéré comme un **droit à ne pas faire ses vols.**

Nous vous rappelons qu'au jour J, si vous ne vous sentez pas en état d'assurer vos fonctions, vous pouvez débarquer clause fatigue.

Vos élus UNAC sont à votre disposition pour toute information complémentaire